



Études de la Colline

Regards approfondis sur des questions canadiennes

MESURE DE LA DÉMOCRATIE

Publication n° 2024-03-F

Le 9 septembre 2024

Zachariah Black et BJ Siekierski

Recherche et éducation

ATTRIBUTION

Le 9 septembre 2024 Zachariah Black

Affaires internationales et services de
référence intégrés

BJ Siekierski

Affaires internationales et services de
référence intégrés

À PROPOS DE CETTE PUBLICATION

Les Études de la Colline de la Bibliothèque du Parlement sont des analyses approfondies de questions stratégiques. Elles offrent un contexte historique, des renseignements à jour et des références, et traitent souvent des questions avant même qu'elles ne deviennent d'actualité. Les Études de la Colline sont préparées par Recherche et éducation, qui effectue des recherches pour les parlementaires, les comités du Sénat et de la Chambre des communes ainsi que les associations parlementaires, et leur fournit de l'information et des analyses, de façon objective et impartiale.

© Bibliothèque du Parlement, Ottawa, Canada, 2024

Mesure de la démocratie
(Études de la Colline)

Publication n° 2024-03-F

This publication is also available in English.

TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ

1	INTRODUCTION : POURQUOI MESURER LA DÉMOCRATIE?.....	1
2	DÉFINITION ET MESURE DE LA DÉMOCRATIE.....	2
3	L'INDICE DE FREEDOM HOUSE.....	3
3.1	Résultats du Canada.....	4
3.2	Limites possibles de l'approche	6
4	L'INDICE DE L'ECONOMIST INTELLIGENCE UNIT.....	7
4.1	Résultats du Canada.....	8
4.2	Limites possibles de l'approche	10
5	L'INDICE DE VARIETIES OF DEMOCRACY	10
5.1	Résultats du Canada.....	12
5.2	Limites possibles de l'approche	13
6	CONCLUSION	14



RÉSUMÉ

La présente Étude de la Colline examine trois indices de démocratie largement utilisés, soit ceux de Freedom House, de l'Economist Intelligence Unit et de Varieties of Democracy (V-Dem). Elle explique le fonctionnement de ces trois indices, leur manière d'évaluer l'état de la démocratie au Canada, leurs différences ainsi que certaines limites possibles de leurs approches respectives.

Ce document fait ressortir l'idée que la démocratie est une notion vaste et diversifiée, et donc difficile à définir. Par conséquent, la mesure de la démocratie exige de faire des choix subjectifs concernant la définition de la démocratie, la recherche de données probantes sur le terrain et la compilation de ces données en une note numérique.

Évaluer des éléments différents ne peut que générer des résultats différents. Tout en se rapprochant davantage du sommet selon certains indices, le Canada figure néanmoins toujours en bonne position par rapport à la plupart des pays. Les pays qui obtiennent généralement le meilleur classement – et, dans une moindre mesure, le pire – ne sont pas les mêmes pour tous les indices. Ainsi, en 2023, aucun pays ne s'est classé aux trois premiers rangs de chacun des indices. Il ne faut toutefois pas exagérer cette variation : les trois indices s'accordent essentiellement sur les pays qui sont les plus démocratiques et ceux qui le sont le moins.

La présente Étude de la Colline s'attarde aussi à quelques-unes des limites mises en relief par les politologues et autres observateurs pour chacun des indices. Parmi celles-ci figurent le fait que l'indice de démocratie de V-Dem, soit celui qui se fonde sur la méthodologie la plus poussée, se montre très transparent à certains égards, mais opaque à d'autres.

Bien qu'il soit impossible de mesurer parfaitement la démocratie, les indices de démocratie servent tout de même de références pour établir des comparaisons assez rigoureuses de l'état de la démocratie d'année en année, à l'échelle tant mondiale que nationale.

MESURE DE LA DÉMOCRATIE

1 INTRODUCTION : POURQUOI MESURER LA DÉMOCRATIE?

Au cours des dernières années, de plus en plus d'observateurs ont signalé une érosion de la démocratie dans le monde. Selon le rapport *Freedom in the World 2024*, réalisé par Freedom House, la liberté à l'échelle mondiale a décliné pour la 18^e année consécutive en 2023¹. L'état de la démocratie a même suscité des inquiétudes dans les pays ayant une longue tradition démocratique et des institutions solides, un rappel que les institutions démocratiques ne sont pas autosuffisantes. Au Canada, comme partout ailleurs, il y a de bonnes raisons de s'interroger sur l'état de la démocratie au pays et à l'étranger. Mais comment obtenir une réponse fiable à une question aussi vaste et complexe?

Un indice de démocratie est un outil qui permet de répondre à cette question. Les indices de démocratie visent à mesurer la démocratie de manière objective, transparente et rigoureuse. Les plus ambitieux ont pour but de recueillir des données sur chaque pays du monde et de leur attribuer des notes ou des classifications individuelles, voire les deux. La même méthode étant appliquée pour évaluer l'état de la démocratie dans chaque pays, les notes peuvent servir à comparer les pays et même à les classer du plus démocratique au moins démocratique. Certains indices de démocratie sont publiés chaque année, si bien que ceux qui les consultent peuvent suivre les progrès ou le recul de la démocratie au fil du temps.

Même si ces indices servent principalement à mesurer la démocratie, ils peuvent aussi l'influencer. Au sens large, on pourrait dire qu'ils exercent une pression sur les gouvernements en rendant publics leurs succès et leurs échecs. Par exemple, en mars 2024, l'Inde a annoncé la publication de son propre indice de démocratie, craignant soi-disant que les évaluations négatives des trois indices décrits dans la présente Étude de la Colline nuisent à sa cote de crédit². Les indices de démocratie peuvent également contribuer à la prise de décisions relatives à la politique étrangère. Ainsi, des organismes gouvernementaux aux États-Unis ont utilisé les rapports *Freedom in the World* de Freedom House pour orienter leurs décisions sur l'allocation de l'aide étrangère et pour évaluer leurs activités de promotion de la démocratie, comme on l'explique ci-après.

Mesurer la démocratie est une tâche complexe qui exige que des analystes prennent une série de décisions subjectives. Des approches différentes mènent inévitablement à des conclusions différentes en ce qui concerne la situation individuelle des pays et l'état de la démocratie dans le monde. Dans les pages qui suivent, nous examinons trois indices de démocratie largement utilisés, soit ceux de Freedom House, de l'Economist Intelligence Unit (EIU) et de Varieties of Democracy (V-Dem).

La présente Étude de la Colline explique le fonctionnement de chacun, leur manière d'évaluer l'état de la démocratie au Canada, leurs différences ainsi que certaines limites possibles de leurs approches respectives³.

2 DÉFINITION ET MESURE DE LA DÉMOCRATIE

L'étymologie du mot « démocratie » est une combinaison de deux mots issus du grec ancien : « *demos* », qui signifie « peuple », et « *kratos* », qui veut dire « pouvoir ». Mais comment le pouvoir du peuple peut-il prendre forme dans les institutions démocratiques? C'est là une question d'ordre tant moral et philosophique qu'empirique. Ce qui suit est une présentation schématique de certains des choix déterminants qu'un individu ou une organisation doit faire pour mesurer la démocratie, ainsi qu'une brève analyse des conséquences potentielles de ces choix⁴.

Dans un premier temps, les personnes qui compilent les indices de démocratie doivent circonscrire ce qu'elles recherchent; elles doivent établir ce qu'est la démocratie et ce qui fait qu'un pays est plus ou moins démocratique. Certains éléments feront probablement consensus : des élections libres et équitables et la liberté de la presse sont généralement considérées comme les fondements de la démocratie⁵. D'autres sont souvent plus litigieux. Par exemple, un indice juge que le vote obligatoire est favorable à la démocratie, alors qu'un autre considère une telle pratique comme lui étant hostile⁶. Les décisions initiales sur ce qui caractérise ou non une démocratie orientent inévitablement le reste du processus d'évaluation.

Dans un deuxième temps, les personnes qui compilent les indices de démocratie doivent déterminer comment seront évalués les éléments jugés fondamentaux. Elles doivent aller au-delà d'un concept comme des élections libres et équitables et parvenir à une panoplie d'indicateurs issus du monde réel, tels que les lois électorales et la présence de partis de l'opposition authentiques, dont l'absence remettrait en question la tenue d'élections libres et équitables. Il existe une importante marge de variation à cet égard. En 2018, des politologues qui se sont penchés sur la situation ont affirmé que « presque tous les chercheurs qui ont tenté de mesurer la démocratie ont utilisé des indicateurs différents. Cela sème la confusion⁷. »

Dans un troisième temps, il leur faut déterminer la manière de combiner chaque indicateur pour en arriver à une note globale. Par exemple, Freedom House accorde la même importance à chacun de ses indicateurs, puis les additionne pour obtenir une note totale sur 100. En revanche, V-Dem attribue à chacun de ses indicateurs une importance particulière et calcule la note totale en additionnant et en multipliant les indicateurs les uns avec les autres. Différentes manières de cumuler les résultats de chaque indicateur produiront également des résultats différents.

Enfin, si un indice de démocratie vise à évaluer l'état de la démocratie dans le monde, il faut faire plusieurs choix supplémentaires, l'un d'eux étant de décider si l'évaluation doit être faite par pays ou par population. Si l'indice produit une évaluation basée sur la population, alors l'état de la démocratie dans un très grand pays comme l'Inde aura une influence majeure sur les conclusions qui seront tirées quant à l'état de la démocratie dans le monde⁸.

3 L'INDICE DE FREEDOM HOUSE

Dans les années 1950, Freedom House, un organisme à but non lucratif basé à Washington, a commencé à publier des examens de fin d'année sur la liberté dans le monde. Ces examens sont devenus plus exhaustifs en 1972, lorsque Freedom House a lancé une étude comparative annuelle sur la liberté. Cette dernière, maintenant connue comme le rapport *Freedom in the World*, jouit d'une influence répandue et est citée dans des articles de journaux, des rapports de groupes de réflexion, des publications savantes, des discours politiques et plus encore. Il faut toutefois garder à l'esprit que l'enquête *Freedom in the World* a pour but de mesurer la *liberté* et non la *démocratie*, mais que l'on se sert tout de même souvent de cet indice de Freedom House pour évaluer la démocratie. De plus, Freedom House considère qu'il existe une corrélation entre la cote de liberté d'un pays et son niveau de démocratie⁹.

Le rapport *Freedom in the World* fait état de la liberté selon une échelle allant de -4 à 100, -4 correspondant au moins libre et 100 au plus libre. Chaque pays et territoire se voit attribuer une note de 0 à 4 pour chacun des 25 indicateurs, ce qui mène à un pointage global sur 100. Les 25 indicateurs sont répartis en deux catégories principales, soit les droits politiques et les libertés civiles, et en sept sous-catégories. Une dernière question discrétionnaire concernant les changements démographiques forcés permet d'enlever jusqu'à 4 points de la note globale d'un pays ou d'un territoire, ce qui ouvre la porte à un pointage négatif¹⁰.

Chaque indicateur est évalué sous forme de question. Par exemple : « Le gouvernement fonctionne-t-il de façon ouverte et transparente? » ou « Existe-t-il une magistrature indépendante? » Selon Freedom House, les indicateurs qui servent à évaluer chaque pays et territoire sont dérivés de la *Déclaration universelle des droits de l'homme* des Nations Unies de 1948.

Chaque indicateur est évalué par une équipe d'analystes qui font appel à une panoplie de sources, dont des articles de journaux, des analyses universitaires, des rapports d'organisations non gouvernementales et des recherches sur le terrain. Les analystes soutiennent ensuite leurs notes proposées lors d'une série de réunions de vérification avant que le pointage final ne soit décidé. Les notes sont déterminées en fonction des événements survenus dans un pays au cours d'une année donnée. Cependant, Freedom House ne change généralement la note de l'année précédente d'un pays qu'en réaction à des événements majeurs, ce qui favorise la continuité du pointage¹¹.

En plus de la note, chaque pays est classé selon qu'il est libre, partiellement libre ou non libre, d'après une agrégation des notes pondérées relatives aux droits politiques et aux libertés civiles.

3.1 RÉSULTATS DU CANADA

Le tableau 1 présente la note globale du Canada ainsi que ses notes dans les deux catégories principales de l'indice de Freedom House au cours des cinq dernières années.

Tableau 1 – Résultats du Canada établis par Freedom House pour les années 2019 à 2023

Année	Droits politiques (sur 40)	Libertés civiles (sur 60)	Note globale (sur 100)
2019	40	58	98
2020	40	58	98
2021	40	58	98
2022	40	58	98
2023	39	58	97

Sources : Tableau préparé par la Bibliothèque du Parlement à partir de données tirées de Freedom House, « [Canada](#) », *Freedom in the World 2020*; Freedom House, « [Canada](#) », *Freedom in the World 2021*; Freedom House, « [Canada](#) », *Freedom in the World 2022*; Freedom House, « [Canada](#) », *Freedom in the World 2023*; et Freedom House, « [Canada](#) », *Freedom in the World 2024*.

Comme l'indique le tableau 1, le Canada a reçu une note de 39 sur 40 en 2023 dans la catégorie des droits politiques. Plus précisément, il a obtenu une note parfaite pour 9 des 10 indicateurs de cette catégorie et une note de 3 sur 4 pour l'indicateur mesurant le caractère ouvert et transparent du gouvernement. Selon l'évaluation de Freedom House, « les Canadiens qui demandent des renseignements aux gouvernements fédéral et provinciaux sur les politiques publiques et les décisions gouvernementales sont confrontés à d'importants retards et à des frais excessifs, sans compter qu'ils reçoivent souvent des documents fortement caviardés ¹² ». De plus, une loi de 2019 modifiant la *Loi sur l'accès à l'information* a été jugée comme « totalement inefficace », et aucun plan de réforme supplémentaire n'a été annoncé en 2023 ¹³. La note pour cet indicateur a donc diminué par rapport à celle de 2022 alors que le Canada avait obtenu 4 sur 4.

Par ailleurs, le Canada a reçu une note de 58 sur 60 en 2023 dans la catégorie des libertés civiles. Cela correspond à une note parfaite pour 13 des 15 indicateurs de cette catégorie et à une note de 3 sur 4 pour les deux autres. Le premier de ces deux indicateurs mesure la liberté des personnes de pratiquer et d'exprimer leurs croyances religieuses (ou leur absence de croyances) tant en public qu'en privé. Pour justifier la note de 3 sur 4 du Canada, Freedom House évoque l'adoption, par le Québec en 2019, du projet de loi 21 sur la laïcité de l'État, qui interdit à certains employés du secteur public de porter certains symboles religieux au travail.

Le second indicateur de la catégorie des libertés civiles pour lequel le Canada a reçu une note de 3 sur 4 évalue si les lois, les politiques et les pratiques assurent l'égalité de traitement des divers segments de la population. Freedom House affirme que « les Canadiens noirs et autochtones sont encore victimes de discrimination généralisée, souffrent d'insécurité alimentaire et n'ont pas le même accès que le reste de la population à l'éducation, aux soins de santé, aux services publics et à l'emploi¹⁴ ». Freedom House fait remarquer que des progrès ont été réalisés à cet égard, mais que ceux-ci sont trop lents.

Le tableau 2 indique la note globale attribuée par Freedom House au Canada (à égalité avec cinq autres pays) ainsi qu'aux trois pays ou territoires qui se sont placés en haut et en bas du classement en 2023 de même que le rang inféré de chacun.

Tableau 2 – Note globale de pays et territoires sélectionnés attribuée par Freedom House et rang inféré pour l'année 2023

Pays ou territoire	Note globale (sur 100)	Rang inféré (sur 210)
Finlande	100	1
Nouvelle-Zélande Suède	99	2 (égalité)
Norvège	98	4
Canada Danemark Irlande Luxembourg Pays-Bas Saint-Marin	97	5 (égalité)
Soudan du Sud Syrie	1	207 (égalité)
Tibet (territoire)	0	209
Haut-Karabakh (territoire)	-3	210

Note : Freedom House n'attribue pas de rang numérique aux divers pays et territoires. Les rangs indiqués ci-dessus ont été inférés par les auteurs en fonction des notes attribuées par Freedom House à chaque pays et territoire.

Source : Tableau préparé par la Bibliothèque du Parlement à partir de données tirées de Freedom House, « [Global Freedom Scores](#) », Countries and Territories, base de données, consultée le 10 juin 2024.

Le Canada se place généralement très haut dans le classement sur la liberté mondiale de Freedom House. Dans l'édition 2024 du rapport (qui porte sur l'année 2023), seules la Finlande (100), la Suède (99), la Nouvelle-Zélande (99) et la Norvège (98) ont obtenu une meilleure note que le Canada (97)¹⁵.

3.2 LIMITES POSSIBLES DE L'APPROCHE

L'une des critiques formulées à l'égard de l'approche de Freedom House est que les classements de l'organisme reflètent une « idéologie pro-américaine¹⁶ ». Certains politologues affirment en effet que Freedom House a tendance à mieux noter les alliés des États-Unis – et inversement à moins bien noter les non-alliés – que les autres indices de démocratie¹⁷. Certains observateurs ont aussi relevé l'existence de plusieurs liens informels entre Freedom House et le gouvernement des États-Unis, sans compter que celui-ci utilise les classements de Freedom House pour orienter l'octroi d'une partie de l'aide internationale et évaluer les efforts de promotion de la démocratie à l'étranger¹⁸. Il convient toutefois de souligner que la note accordée aux États-Unis par Freedom House a chuté ces dernières années, passant de 92 en 2014 à 83 en 2024¹⁹.

Dans un même ordre d'idées, des observateurs ont suggéré que les critères de Freedom House sont très proches d'une conception américaine de la démocratie, qui accorde plus d'importance à certains droits libéraux (à savoir ceux en lien avec la protection contre l'ingérence de l'État) qu'à d'autres caractéristiques possiblement plus centrales de la démocratie, comme la justice sociale, l'égalité économique et la participation politique²⁰. Toutefois, Yana Gorokhovskaia de Freedom House affirme que « le personnel de Freedom House déploie des efforts concertés pour trouver des personnes qui vivent, travaillent ou étudient dans les pays et les territoires faisant l'objet de l'enquête ou qui en proviennent ». En 2022, 72 % des analystes de Freedom House étaient établis à l'extérieur des États-Unis²¹.

Les politologues Jan Erk et Wouter Veenendaal soutiennent pour leur part que Freedom House tend à évaluer les micro-États, comme les Palaos et les Seychelles, sans recul critique. Ils attribuent cette tendance au fait que la méthode de Freedom House privilégie les « aspects plus formels de la démocratie », comme une disposition constitutionnelle limitant le pouvoir exécutif, aux dépens des « vraies relations de pouvoir et voies d'influence », comme le rôle des réseaux familiaux dans la détermination des nominations politiques. Étant donné qu'il y a généralement moins de données disponibles sur les micro-États que sur les plus grands États, ils avancent que les codeurs dépendent d'autant plus de l'existence d'institutions formelles, ce qui mène à une évaluation incomplète et excessivement indulgente de certains micro-États²².

Une autre critique soulevée à l'égard de Freedom House est que l'indice n'est pas aussi scientifique ou transparent que d'autres indices de la démocratie²³. Dans une évaluation influente des indices de la démocratie qu'ils ont fait paraître en 2002, les politologues Gerardo L. Munck et Jay Verkuilen ont spécifiquement critiqué Freedom House. La méthode de Freedom House, qui consiste à agréger les notes des indicateurs en une note totale, constituait le principal problème relevé par les auteurs.

Ils en sont venus à la conclusion que Freedom House ne porte pas suffisamment attention aux complexités impliquées dans l'agrégation de différentes mesures de la démocratie en une évaluation globale²⁴.

Or, selon Yana Gorokhovskaia de Freedom House, l'organisme invite périodiquement des chercheurs universitaires à examiner sa méthodologie. Elle fait remarquer que l'organisme « demeure ouvert à la collaboration et à la discussion avec d'autres chercheurs²⁵ ».

4 L'INDICE DE L'ECONOMIST INTELLIGENCE UNIT

Établie à Londres, au Royaume-Uni, l'EIU est une division de recherche et d'analyse de The Economist Group, une société sœur du magazine *The Economist*. Son indice de démocratie a été publié pour la première fois en 2006.

Cet indice de démocratie utilise 60 questions pour créer des indicateurs regroupés en cinq catégories : processus électoral et pluralisme (12 indicateurs), fonctionnement du gouvernement (14 indicateurs), participation politique (9 indicateurs), culture politique (8 indicateurs) et libertés civiles (17 indicateurs).

Les indicateurs combinent un système de pointage dichotomique et un système de pointage à trois points. Plus précisément, certains se limitent aux réponses « oui » et « non » et donnent un seul ou aucun point, alors que d'autres sont notés sur une échelle de trois points, soit 0, 0,5 ou 1 point.

Voici un exemple de chacun des systèmes de pointage :

4. Le suffrage universel est-il garanti pour tous les adultes, mis à part les exclusions généralement acceptées (p. ex. les ressortissants, les criminels et les membres des forces armées de certains pays)?

1 : Oui.

0 : Non.

[...]

29. Femmes au Parlement : quel pourcentage des membres du Parlement sont des femmes?

1 : plus de 20 % des sièges.

0,5 : 10 à 20 %.

0 : moins de 10 %²⁶.

Chaque indicateur est noté selon des évaluations de spécialistes et des enquêtes d'opinion publique. Selon l'EIU, l'utilisation d'enquêtes « marque une différence cruciale » dans son approche²⁷. La principale enquête utilisée pour établir l'indice

de démocratie est le World Values Survey (WVS), qui est établi à Stockholm et qui représente « un réseau mondial de spécialistes en sciences sociales qui étudient l'évolution des valeurs et leurs répercussions sur la vie sociale et politique²⁸ ». L'EIU s'appuie cependant aussi sur d'autres enquêtes²⁹. L'organisme explique que « pour les pays dont les résultats aux enquêtes sont indisponibles, les résultats de pays comparables et des évaluations de spécialistes sont utilisés pour combler le manque de renseignements³⁰ ».

En bref, chaque catégorie reçoit une note égale à la somme de ses indicateurs, et le tout est converti sur une échelle de 0 à 10. Par ailleurs, l'EIU souligne que si un pays n'est pas en mesure d'obtenir des points dans l'un des quatre « domaines essentiels au maintien de la démocratie », il peut en résulter des « ajustements aux notes des catégories³¹ ». Ces domaines sont les suivants :

- le caractère libre et équitable des élections nationales;
- la sécurité des électeurs;
- l'influence des puissances étrangères sur le gouvernement;
- la capacité de la fonction publique à mettre en œuvre les politiques³².

La note globale attribuée par l'indice de démocratie correspond à la moyenne des notes des cinq catégories d'indicateurs³³.

En fonction de leurs notes globales, l'indice place ensuite les pays dans l'un des quatre types de régime suivants : les démocraties complètes (note supérieure ou égale à 8), les démocraties imparfaites (note entre 6 et 8), les régimes hybrides (note entre 4 et 6) et les régimes autoritaires (note inférieure ou égale à 4)³⁴.

4.1 RÉSULTATS DU CANADA

Le tableau 3 présente les résultats du Canada dans les cinq catégories de l'indice de l'EIU ainsi que sa note globale et son classement mondial au cours des cinq dernières années.

Tableau 3 – Résultats et classement mondial du Canada établis par l'indice de l'Economist Intelligence Unit pour les années 2019 à 2023

Année	Processus électoral et pluralisme (sur 10)	Fonctionnement du gouvernement (sur 10)	Participation politique (sur 10)	Culture politique (sur 10)	Libertés civiles (sur 10)	Note globale (sur 10)	Classement mondial (sur 167)
2019	9,58	9,64	7,78	9,38	9,71	9,22	7
2020	9,58	8,93	8,89	9,38	9,41	9,24	5
2021	10,00	8,21	8,89	8,13	9,12	8,87	12
2022	10,00	8,57	8,89	8,13	8,82	8,88	12
2023	10,00	8,21	8,89	7,50	8,82	8,69	13

Sources : Tableau préparé par la Bibliothèque du Parlement à partir de données tirées de Economist Intelligence Unit (EIU), [Democracy Index 2019: A year of democratic setbacks and popular protest](#); EIU, [Democracy Index 2020: In sickness and in health?](#); EIU, [Democracy Index 2021: The China challenge](#); EIU, [Democracy Index 2022: Frontline democracy and the battle for Ukraine](#); et EIU, [Democracy Index 2023: Age of conflict](#).

Le tableau 4 compare la note globale et le classement mondial du Canada selon l'indice de 2023 aux résultats des trois pays qui se sont placés en haut et en bas du classement.

Tableau 4 – Note globale et classement mondial de pays sélectionnés attribués par l'indice de l'Economist Intelligence Unit pour l'année 2023

Pays	Note globale (sur 10)	Classement mondial (sur 167)
Norvège	9,81	1
Nouvelle-Zélande	9,61	2
Islande	9,45	3
Canada	8,69	13
Corée du Nord	1,08	165
Myanmar	0,85	166
Afghanistan	0,26	167

Source : Tableau préparé par la Bibliothèque du Parlement à partir de données tirées de Economist Intelligence Unit, « Table 2: Democracy Index 2023 », [Democracy Index 2023: Age of conflict](#), p. 9 à 13.

Bien que le Canada soit classé au 13^e rang sur 167 (165 États indépendants et deux territoires) selon l'indice de 2023 de l'EIU, il figurait au 5^e rang pas plus tard qu'en 2020 (comme l'indique le tableau 3). Ainsi, à la suite d'une baisse importante dans la catégorie de la culture politique, le Canada a chuté de sept rangs au classement de l'indice de 2021, pour se retrouver au 12^e rang. L'indice de 2021 attribuait en grande partie aux résultats du WVS de 2017-2020, publiés en juillet 2021, le net recul du Canada par rapport à 2020³⁵. L'indice expliquait que les répercussions les plus importantes des données du WVS ont été ressenties dans les catégories du

fonctionnement du gouvernement et de la culture politique. Comme le montre le tableau 3, le Canada a reculé dans chacune de ces catégories en 2021, passant de 8,93 à 8,21 dans celle du fonctionnement du gouvernement et de 9,38 à 8,13 dans celle de la culture politique. L'indice indique que les données du WVS

témoignent d'une détérioration de l'opinion publique durant la pandémie de coronavirus, plus particulièrement quand le pays faisait face à une deuxième vague d'infections au cours de ce mois. Les résultats reflètent également une certaine frustration concernant la réimposition de mesures de confinement liées à la pandémie, après leur retrait pendant l'été, ainsi que des difficultés à accéder aux prestations du gouvernement fédéral en réponse à la pandémie³⁶.

4.2 LIMITES POSSIBLES DE L'APPROCHE

Certaines critiques à l'égard de l'indice de l'EIU concernent la transparence et la validité de ses données. L'universitaire espagnol Jordi Mas Elias fait par exemple remarquer que l'indice ne fournit aucune donnée sur le plan des indicateurs, si bien qu'il est difficile de comprendre les variations des notes sur le plan des catégories d'une année à l'autre³⁷. En ce qui concerne les indicateurs eux-mêmes, d'autres personnes reprochent à l'indice de ne tenir compte d'aucun indicateur en lien avec la protection sociale, l'aide sociale ou l'égalité économique fondée sur les résultats³⁸.

Par ailleurs, l'analyste Peter Tasker réprovoque l'anonymat des spécialistes sur lesquels l'EIU se base³⁹. D'autres soutiennent que l'indice de l'EIU attribue systématiquement une meilleure note que Freedom House à certains pays, comme la Russie et le Kazakhstan, parce que ceux-ci « obtiennent des résultats satisfaisants sur le plan de la participation politique⁴⁰ ».

Pour sa part, l'EIU admet qu'« il n'y a pas de consensus sur la façon de mesurer la démocratie. Il existe plusieurs définitions de la démocratie, ce qui fait l'objet d'un vif débat⁴¹. » Il reconnaît également que l'indice ne tient pas compte d'éléments que « certains auteurs jugent comme étant cruciaux à la démocratie, tels que les niveaux de bien-être économique et social⁴² ». L'EIU conclut néanmoins que son indice « respecte la tradition dominante selon laquelle divers résultats sur le plan social et économique peuvent être compatibles avec la démocratie politique, qui est un concept distinct⁴³ ».

5 L'INDICE DE VARIETIES OF DEMOCRACY

V-Dem est un projet de recherche sous la direction de l'Institut des variétés de la démocratie du département de science politique de l'Université de Göteborg, en Suède, qui publie des rapports annuels sur la démocratie depuis 2017⁴⁴.

Ces rapports reposent sur la base de données de V-Dem, décrite comme « le plus grand ensemble de données sur la démocratie au monde⁴⁵ ». La base de données évalue 367 indicateurs dans 179 pays, ce qui la rend plus précise que les indices de Freedom House ou de l'EIU⁴⁶. De plus, pour environ 80 pays, la base de données fait remonter la mesure de certains indicateurs jusqu'en 1789⁴⁷. Elle offre donc un bien plus long horizon temporel pour les comparaisons que les deux autres indices.

V-Dem fait appel à des spécialistes et à des assistants de recherche pour attribuer une note à chaque pays : les assistants de recherche codent des indicateurs facilement observables (ou « factuels »), comme l'existence ou l'absence de contraintes légales sur le pouvoir exécutif, tandis que les spécialistes codent des indicateurs plus difficilement observables (ou « subjectifs »), comme la capacité de la législature à contraindre le pouvoir exécutif dans la pratique⁴⁸. Chaque indicateur subjectif est évalué par au moins cinq spécialistes⁴⁹, qui codent l'indicateur en choisissant une réponse parmi un ensemble de propositions, souvent présentées sur une échelle de cinq points allant de 0 à 4.

Une fois les indicateurs codés, ils sont agrégés à plusieurs niveaux. Lors du processus d'agrégation, les indicateurs se voient attribuer des pondérations uniques, et les interrelations entre indicateurs sont prises en considération⁵⁰. De plus, V-Dem utilise un modèle statistique avancé pour agréger les jugements des spécialistes, de manière à modérer les préjugés et à tenir compte de l'incertitude des estimations⁵¹. Cette approche permet d'obtenir une fourchette de résultats pour chaque indicateur ainsi qu'une estimation optimale, basée sur les divergences entre les spécialistes, les évaluations d'incertitude des spécialistes eux-mêmes et d'autres facteurs.

Au niveau le plus élevé, les indicateurs sont agrégés en cinq indices (ou « variétés ») de la démocratie : l'indice de démocratie électorale, l'indice de démocratie libérale, l'indice de démocratie participative, l'indice de démocratie égalitaire et l'indice de démocratie délibérative⁵². Cela signifie que chaque pays reçoit cinq notes plutôt qu'une seule. V-Dem évalue cinq variétés de la démocratie afin de refléter les différentes utilisations du terme « démocratie », bien qu'il considère la démocratie électorale comme essentielle aux quatre autres et que la note attribuée à la démocratie électorale d'un pays ait une incidence sur sa note dans les autres catégories.

Les notes de V-Dem sont également utilisées par la base affiliée Regimes of the World, qui classe les pays en tant qu'autocraties fermées, autocraties électorales, démocraties électorales ou démocraties libérales. Ces classifications figurent dans les rapports annuels de V-Dem sur la démocratie, mais ne sont pas officiellement soutenues par l'Institut. Pour qu'un pays soit classé comme une démocratie libérale, il doit répondre aux critères de la démocratie électorale tout en dépassant un certain seuil dans le composant libéral, un sous-indice de l'indice de démocratie libérale, ainsi que dans trois autres indicateurs⁵³.

5.1 RÉSULTATS DU CANADA

Le tableau 5 présente la note attribuée au Canada (qui correspond à l'estimation optimale des évaluations des spécialistes de V-Dem) dans l'indice de démocratie libérale, sa catégorie de régime et son classement mondial au cours des cinq dernières années. L'accent est mis ici sur l'indice de démocratie libérale, car il constitue la base des rapports sur la démocratie de V-Dem⁵⁴.

Tableau 5 – Résultats, catégories de régime et classement mondial du Canada établis par Varieties of Democracy pour les années 2019 à 2023

Année	Note dans l'indice de démocratie libérale (estimation optimale)	Catégorie de régime	Classement mondial
2019	0,78	Démocratie libérale (-)	21
2020	0,74	Démocratie libérale (-)	28
2021	0,75	Démocratie libérale	24
2022	0,74	Démocratie électorale	24
2023	0,76	Démocratie libérale (-)	25

Note : Le symbole moins (-) indique que la catégorie de régime est statistiquement ambiguë et que la catégorie inférieure, soit celle de la démocratie électorale, conviendrait peut-être davantage. Notons que la typologie Regimes of the World n'est pas officiellement reconnue par le comité de direction de V-Dem (Varieties of Democracy).

Sources : Tableau préparé par la Bibliothèque du Parlement à partir de données tirées de Institut V-Dem, [Democracy Report 2020: Autocratization Surges – Resistance Grows](#), mars 2020, p. 26 et 30; Institut V-Dem, [Democracy Report 2021: Autocratization Turns Viral](#), mars 2021, p. 31 et 34; Institut V-Dem, [Democracy Report 2022: Autocratization Changing Nature?](#), mars 2022, p. 45 et 46; Institut V-Dem, [Democracy Report 2023: Defiance in the Face of Autocratization](#), mars 2024, p. 39 et 44; et Institut V-Dem, [Democracy Report 2024: Democracy Winning and Losing at the Ballot](#), mars 2024, p. 17 et 62.

Le tableau 6 situe le Canada par rapport aux pays qui se sont le mieux ou le moins bien classés dans l'indice de démocratie libérale.

Tableau 6 – Note et classement mondial de pays sélectionnés attribués par Varieties of Democracy pour l'année 2023

Pays	Note de l'indice de démocratie libérale	Classement mondial
Danemark	0,88	1
Suède	0,85	2
Estonie	0,84	3
Canada	0,76	25
Myanmar	0,02	177
Corée du Nord	0,01	178
Érythrée	0,01	179

Source : Tableau préparé par la Bibliothèque du Parlement à partir de données tirées de Institut V-Dem (Varieties of Democracy), [Democracy Report 2024: Democracy Winning and Losing at the Ballot](#), mars 2024, p. 17 et 62.

Comme l'indiquent les tableaux 5 et 6, le Canada s'est classé au 25^e rang de l'indice de démocratie libérale de V-Dem en 2023. Ce classement est inférieur aux classements de Freedom House (à égalité au 5^e rang en 2023) et de l'EIU (au 13^e rang en 2023). Cela dit, il convient de noter que le Canada obtient un meilleur classement (14^e) à l'indice de démocratie électorale de V-Dem qu'à son indice de démocratie libérale⁵⁵.

Du fait que V-Dem n'offre que des évaluations quantitatives pour chaque pays, il peut être difficile de comprendre pourquoi un pays a été classé comme il l'a été. Il est nécessaire de consulter la base de données des graphiques des variables de V-Dem en conjonction avec le *Codebook* pour distinguer quels indicateurs sont en jeu et pour les suivre⁵⁶. Là encore, il n'est pas possible d'expliquer pourquoi le Canada a reçu une note donnée pour un indicateur donné, car les codeurs spécialisés de V-Dem n'expliquent pas leurs raisonnements.

Comme l'indique le tableau 5, la catégorie de régime attribuée au Canada, telle que déterminée par la typologie non officielle *Regimes of the World*, a fluctué entre démocratie libérale et démocratie électorale. Comme indiqué précédemment, les pays doivent atteindre un certain seuil dans plusieurs indices et indicateurs pour être classés comme des démocraties libérales. Le Canada atteint ou dépasse régulièrement la plupart de ces seuils, mais a obtenu une note proche du seuil pour l'indicateur mesurant l'accès à la justice pour les femmes. Les variations de cette note ont provoqué une fluctuation de la catégorie de régime attribuée au Canada. V-Dem n'offre pas d'explication concernant la note du Canada pour cet indicateur ou pour tout autre⁵⁷.

5.2 LIMITES POSSIBLES DE L'APPROCHE

Bien que V-Dem soit souvent reconnu pour sa méthodologie avancée, des observateurs ont noté certaines limites potentielles.

L'une des lacunes possibles des rapports sur la démocratie de V-Dem est la difficulté à interpréter les résultats⁵⁸. C'est peut-être un corollaire nécessaire de la quête de V-Dem pour un niveau élevé de rigueur en sciences sociales, et il convient de noter que V-Dem est probablement l'indice de démocratie le plus largement approuvé par les politologues. Une conséquence de cette rigueur, cependant, est que de nombreuses ressources et publications de V-Dem s'adressent à un public possédant de fortes compétences en statistiques⁵⁹.

D'autres reproches à l'endroit de V-Dem concernent son recours à des codeurs spécialisés. Certains politologues soulignent que la dépendance de V-Dem à l'égard des spécialistes pourrait l'amener à passer à côté de tendances, comme l'érosion du soutien à la démocratie, qu'auraient pu détecter des enquêtes d'opinion⁶⁰. D'autres font valoir que le recours aux évaluations de spécialistes pourrait mener à la reproduction et à la confirmation des préjugés des spécialistes⁶¹. V-Dem soutient toutefois qu'il n'existe aucune preuve de préjugés spécifiques qui seraient largement présents parmi ses codeurs spécialisés⁶².

D'après les politologues Steven Levitsky et Lucan Way, un autre aspect négatif du codage par des spécialistes sur lequel se fonde V-Dem est que « seuls les codeurs spécialisés connaissent les événements et facteurs précis qui ont motivé leurs décisions de codage », ce qui rend les notes « impossibles à reproduire ou à réfuter ». Cette difficulté est particulièrement évidente lorsque les spécialistes de V-Dem prennent des « décisions de notation douteuses », comme celle de signaler un déclin de la démocratie en Ukraine après le renversement du régime autocratique de Victor Yanukovych en 2014⁶³.

Par ailleurs, Levitsky et Way notent que la dépendance à l'évaluation de mesures subjectives par des spécialistes peut entraîner des « repères divergents pour la démocratie » entre les spécialistes des différents pays du monde. Ils citent comme exemple le fait que V-Dem a classé la Malaisie et la Russie dans la même catégorie, à savoir une autocratie électorale, bien que la Malaisie ait connu trois alternances démocratiques depuis 2018, tandis que les figures d'opposition en Russie étaient régulièrement tuées, emprisonnées ou empêchées de se présenter aux élections⁶⁴.

Pour défendre leur recours aux spécialistes pour coder les indicateurs subjectifs, les membres de l'équipe V-Dem ont déclaré qu'« il est difficile d'éviter le jugement de spécialistes tout en mesurant en profondeur les aspects conceptuellement pertinents de la démocratie », et ils ont noté que même les indicateurs « objectifs » de la démocratie nécessitent une certaine forme de jugement humain subjectif pour leur codage⁶⁵.

6 CONCLUSION

Cet aperçu de trois indices de démocratie influents – les indices de Freedom House, de l'EIU et de V-Dem – montre que la démocratie est un concept vaste et contesté qui échappe à toute mesure directe. Mesurer la démocratie exige inévitablement des choix subjectifs concernant la définition de la démocratie, la recherche de preuves sur le terrain et la compilation de ces preuves en une note permettant de suivre les changements à l'échelle tant nationale que mondiale.

Évaluer des éléments différents ne peut que générer des résultats différents. Le Canada obtient de meilleurs résultats dans certains indices que dans d'autres, mais il se classe toujours bien par rapport à la plupart des pays. Les pays au sommet – et dans une moindre mesure, ceux en bas du classement – varient selon chaque indice. En 2023, aucun pays ne s'est classé aux trois premiers rangs de chacun des indices. Fait intéressant, le Danemark, qui ne figurait pas parmi les trois premiers selon Freedom House et l'EIU, s'est pourtant classé premier dans trois des cinq indices observés par V-Dem⁶⁶.

Bien qu'imparfaits, les trois indices de démocratie examinés fournissent tout de même des références pour établir des comparaisons rigoureuses et mesurables de l'état de la démocratie d'une année à l'autre, à l'échelle aussi bien nationale que mondiale. Les indices de démocratie peuvent également servir à repérer des tendances et à relever des problèmes avant qu'ils ne deviennent irréversibles. En résumé, mesurer la démocratie est une tâche complexe mais essentielle.

NOTES

1. Freedom House, [Freedom in the World 2024: The Mounting Damage of Flawed Elections and Armed Conflict](#), février 2024. Pour plus de détails, voir Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, [The 2024 Report on Gender Issues – Fostering Free and Inclusive Societies: The Role of Civil Society Organizations in a Time of Democratic Decline](#), p. 4 à 6 [EN ANGLAIS].
2. Anisha Dutta, « [Modi's India plans its own democracy index, after global rankings downgrade](#) », *Al Jazeera*, 21 mars 2024.
3. Nous présentons l'évaluation du Canada de chacun des indices pour illustrer leur fonctionnement respectif et leurs différences. Ces évaluations ont été réalisées par les indices et ne représentent pas nécessairement l'opinion des auteurs.
4. Les trois étapes décrites dans cette section de l'Étude de la Colline sont fondées sur les « trois enjeux » associés à la mesure de la démocratie selon les universitaires Gerardo L. Munck et Jay Verkuilen. Voir Gerardo L. Munck et Jay Verkuilen, « [Conceptualizing and Measuring Democracy: Evaluating Alternative Indices](#) », *Comparative Political Studies*, vol. 35, n° 1, février 2002, p. 7 [ABONNEMENT REQUIS]. Pour un schéma similaire, voir Vanessa A. Boese, « [How \(not\) to measure democracy](#) », *International Area Studies Review*, vol. 22, n° 2, 29 mai 2019, p. 96 [ABONNEMENT REQUIS].
5. Il est difficile de s'entendre sur une définition de la démocratie : même l'idée qu'une élection constitue une méthode démocratique pour choisir ses représentants est sujette à débat. Ainsi, les Athéniens de la Grèce antique considéraient le tirage au sort des représentants comme la méthode démocratique, une idée qui trouve de nouveau des adeptes. Voir Arash Abizadeh, « [Opinion: Let's replace Canada's Senate with a randomly selected citizen assembly](#) », *The Gazette*, 7 décembre 2016; et Daniel Hutton Ferris, « [Lottocracy or psephocracy? Democracy, elections, and random selection](#) », *European Journal of Political Theory*, 17 décembre 2023.
6. Seva Gunitsky, « [How do you measure 'democracy'?](#) » *Washington Post*, blogue, 23 juin 2015 [ABONNEMENT REQUIS].
7. Heiko Giebler, Saskia P. Ruth et Dag Tanneberg, « [Why Choice Matters: Revisiting and Comparing Measures of Democracy](#) », *Politics and Governance*, vol. 16, n° 1, 19 mars 2018, p. 2 [TRADUCTION].
8. Selon le politologue Daniel Treisman, la pondération égale des pays est particulièrement utile lorsqu'on veut analyser les tendances entre les pays, alors que la pondération par population est utile lorsqu'on tente d'analyser « le sort moyen des habitants du monde [TRADUCTION] ». Daniel Treisman, « [Psychological Biases and Democratic Anxiety: A Comment on Little and Meng \(2023\)](#) », *PS: Political Science & Politics*, vol. 57, n° 2, 11 janvier 2024.
9. Voir Freedom House, [Freedom in the World Research Methodology](#); et John Högström, « [Does the Choice of Democracy Measure Matter? Comparisons between the Two Leading Democracy Indices, Freedom House and Polity IV](#) », *Government and Opposition*, vol. 48, n° 2, 2 janvier 2013, p. 205 [ABONNEMENT REQUIS].
10. Par exemple, le territoire du Haut-Karabakh n'a reçu aucun point en 2023 pour chacun des 25 indicateurs (c.-à-d. 0 sur 100) et a perdu 3 points pour la question discrétionnaire (la majorité de la population ethnique arménienne du Haut-Karabakh a fui le territoire cette année-là à la suite d'une offensive militaire et d'un vaste blocus de l'Azerbaïdjan), ce qui a mené à une note globale de -3 sur 100. Freedom House, « [Nagorno-Karabakh](#) », *Freedom in the World 2024*.
11. Freedom House, [Freedom in the World Research Methodology](#). Voir aussi Yana Gorokhovskaia, « [Difficult to Count, Important to Measure: Assessing Democratic Backsliding](#) », *PS: Political Science & Politics*, vol. 57, n° 2, 11 janvier 2024.

12. Freedom House, « [Canada](#) », *Freedom in the World 2024* [TRADUCTION].
13. *Ibid.*
14. *Ibid.*
15. Freedom House, « [Global Freedom Scores](#) », Countries and Territories, base de données, consultée le 4 mars 2024. Cinq pays ont obtenu la même note que le Canada.
16. Voir Seva Gunitsky, « [Lost in the Gray Zone: Competing Measures of Democracy in the Former Soviet Republics](#) », dans Alexander Cooley et Jack Snyder, dir., *Ranking the World: Grading States as a Tool of Global Governance*, 2015, p. 115; et Emily Zerndt, « [Historicizing the comparative survey of freedom: tracing the social trajectory of an influential indicator](#) », *Science in Context*, vol. 33, n° 2, 15 mars 2021, p. 121 à 144 [ABONNEMENT REQUIS].
17. Sarah Sunn Bush, « [The Politics of Rating Freedom: Ideological Affinity, Private Authority, and the Freedom in the World Ratings](#) », *Perspectives on Politics*, vol. 15, n° 3, 18 août 2017, p. 722 [ABONNEMENT REQUIS]; et Seva Gunitsky, « [Lost in the Gray Zone: Competing Measures of Democracy in the Former Soviet Republics](#) », dans Alexander Cooley et Jack Snyder, dir., *Ranking the World: Grading States as a Tool of Global Governance*, 2015, p. 112.
18. Sarah Sunn Bush, « [The Politics of Rating Freedom: Ideological Affinity, Private Authority, and the Freedom in the World Ratings](#) », *Perspectives on Politics*, vol. 15, n° 3, 18 août 2017, p. 711 [ABONNEMENT REQUIS].
19. Freedom House, « [United States](#) », *Freedom in the World 2024*; et Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, « [Freedom in the World 2014: United States](#) », Refworld, base de données, consultée le 26 juin 2024.
20. Sarah Sunn Bush, « [The Politics of Rating Freedom: Ideological Affinity, Private Authority, and the Freedom in the World Ratings](#) », *Perspectives on Politics*, vol. 15, n° 3, 18 août 2017, p. 721 [ABONNEMENT REQUIS].
21. Yana Gorokhovskaia, « [Difficult to Count, Important to Measure: Assessing Democratic Backsliding](#) », *PS: Political Science & Politics*, vol. 57, n° 2, 11 janvier 2024.
22. Jan Erk et Wouter Veenendaal, « [Is Small Really Beautiful? The Microstate Mistake](#) », *Journal of Democracy*, vol. 25, n° 3, juillet 2014, p. 135 à 137 [TRADUCTION].
23. Sarah Sunn Bush, « [The Politics of Rating Freedom: Ideological Affinity, Private Authority, and the Freedom in the World Ratings](#) », *Perspectives on Politics*, vol. 15, n° 3, 18 août 2017, p. 717 [ABONNEMENT REQUIS]; Emily Zerndt, « [Historicizing the comparative survey of freedom: tracing the social trajectory of an influential indicator](#) », *Science in Context*, vol. 33, n° 2, 15 mars 2021, p. 126 à 129 [ABONNEMENT REQUIS]; et Heiko Giebler, Saskia P. Ruth et Dag Tanneberg, « [Why Choice Matters: Revisiting and Comparing Measures of Democracy](#) », *Politics and Governance*, vol. 16, n° 1, 19 mars 2018, p. 3.
24. Gerardo L. Munck et Jay Verkuilen, « [Conceptualizing and Measuring Democracy: Evaluating Alternative Indices](#) », *Comparative Political Studies*, vol. 35, n° 1, février 2002, p. 25 [ABONNEMENT REQUIS].
25. Yana Gorokhovskaia, « [Difficult to Count, Important to Measure: Assessing Democratic Backsliding](#) », *PS: Political Science & Politics*, vol. 57, n° 2, 11 janvier 2024 [TRADUCTION].
26. Economist Intelligence Unit (EIU), [Democracy Index 2023: Age of conflict](#), 2024, p. 68 et 71 [TRADUCTION].
27. *Ibid.*, p. 67 [TRADUCTION].
28. World Values Survey, [What we do](#) [TRADUCTION].
29. EIU, [Democracy Index 2023: Age of conflict](#), 2024, p. 67. Entre autres, l'EIU mentionne les enquêtes d'Eurobarometer, de Gallup, d'Asian Barometer, de Latinobarómetro et d'Afrobarometer. Pour plus de détails, voir Union européenne, [Eurobarometer: Public Opinion in the European Union](#) [EN ANGLAIS]; Gallup, [About Us](#); Hu Fu Center for East Asia Democratic Studies, [Asian Barometer](#); Latinobarómetro, [Latinobarómetro Corporation](#); et Afrobarometer, [About](#).
30. EIU, [Democracy Index 2023: Age of conflict](#), 2024, p. 67 [TRADUCTION].
31. *Ibid.*, p. 65 [TRADUCTION].
32. *Ibid.*
33. *Ibid.*

34. *Ibid.*, p. 66.
35. EIU, [Democracy Index 2021: The China challenge](#), 2022, p. 56.
36. *Ibid.* [TRADUCTION].
37. Jordi Mas Elias, « [Is The Economist democracy ranking a good index?](#) », *Politics & Data*, 6 juin 2022.
38. Nicolás Palomo Hernández, « [Is the Economist Intelligence Unit's Democracy Index little more than a joke indicator?](#) », *The Loop*, ECPR (European Consortium for Political Research) Blog.
39. Peter Tasker, « [Peter Tasker: The flawed 'science' behind democracy rankings](#) », *Nikkei Asia*, 25 février 2016 [ABONNEMENT REQUIS].
40. Sarah Sunn Bush, « [The Politics of Rating Freedom: Ideological Affinity, Private Authority, and the Freedom in the World Ratings](#) », *Perspectives on Politics*, vol. 15, n° 3, 18 août 2017, p. 721 [ABONNEMENT REQUIS; TRADUCTION].
41. EIU, [Democracy Index 2021: The China challenge](#), 2022, p. 65 [TRADUCTION].
42. *Ibid.*, p. 67 [TRADUCTION].
43. *Ibid.*
44. Voir Institut V-Dem (Varieties of Democracy), [Democracy at Dusk? V-Dem Annual Report 2017](#), juin 2017, p. 5.
45. Institut V-Dem, [Democracy Report 2024: Democracy Winning and Losing at the Ballot](#), mars 2024, p. 2 [TRADUCTION].
46. V-Dem, [The V-Dem Project](#).
47. V-Dem, [Historical V-Dem](#).
48. Kyle Marquardt, "[V-Dem Methodology](#)," *V-Dem Project*. Il est important de noter que la plupart des spécialistes sont originaires du pays évalué ou qu'ils y habitent. Environ 75 % des spécialistes sont des universitaires.
49. Michael Coppedge *et al.*, Institut V-Dem, [Methodology v14](#), mars 2024, p. 13.
50. Les indicateurs peuvent être « complémentaires ». Ainsi, le droit de vote pourrait être jugé comme étant dénué de sens dans un État à parti unique; il conviendrait alors de multiplier les indicateurs. Inversement, les indicateurs peuvent être « substituables » les uns aux autres. Ainsi, le droit de manifester pourrait être vu comme contribuant à la démocratie, même en l'absence du droit de vote; il conviendrait alors d'ajouter des indicateurs. V-Dem s'efforce d'intégrer les deux possibilités lors de la combinaison des indicateurs : il ajoute des indicateurs et les multiplie, puis prend la moyenne des deux résultats.
51. Kyle Marquardt, "[V-Dem Methodology](#)," *V-Dem Project*. Pour plus de détails, voir Michael Coppedge *et al.*, [Methodology v14](#), Institut V-Dem, mars 2024, p. 21 à 23.
52. Michael Coppedge *et al.*, « 2.1 V-Dem High-Level Democracy Indices », [V-Dem Codebook v14](#), Institut V-Dem, mars 2024, p. 47 à 49.
53. Bien que les données de V-Dem servent à élaborer de nombreux autres indices, y compris la typologie Regimes of the World, seuls les cinq indices principaux obtiennent l'aval du comité de direction de V-Dem. Voir Michael Coppedge *et al.*, Institut V-Dem, « 5 Other Indices Created Using V-Dem Data », [V-Dem Codebook v14](#), mars 2024, p. 292 à 322. Certains des chercheurs principaux de V-Dem ont remis en question la typologie Regimes of the World pour ses « critères de seuil arbitraires mais très exigeants »; voir Institut V-Dem, [Democracy Report 2024: Democracy Winning and Losing at the Ballot](#), mars 2024, p. 46.
54. Institut V-Dem, « Box 1. Democracy », [Democracy Report 2024: Democracy Winning and Losing at the Ballot](#), mars 2024, p. 9.
55. Institut V-Dem, « Table A2. Country Scores for the Liberal Democracy Index (LDI) and All Components Indices, 2023 », [Democracy Report 2024: Democracy Winning and Losing at the Ballot](#), mars 2024, p. 62.

56. Par exemple, si l'on voulait comprendre pourquoi le résultat de l'indice de démocratie libérale du Canada a augmenté de 2022 à 2023, il faudrait suivre les indices qui la composent, à savoir l'indice de composante libérale et l'indice de démocratie électorale, ainsi que les indicateurs qui composent chacun de ces indices, en utilisant la base de données des graphiques des variables. Voir V-Dem, « [Variable Graph](#) », base de données, consultée le 4 juillet 2024. Pour la composition des indices pertinents, voir Michael Coppedge *et al.*, « 2 V-Dem Democracy Indices », [V-Dem Codebook v14](#), Institut V-Dem, mars 2024, p. 47, 48 et 53.
57. Voir V-Dem, « [Access to justice for women, Canada](#) », Variable Graph, base de données, consultée le 4 juillet 2024; et Institut V-Dem, [Democracy Report 2023: Defiance in the Face of Autocratization](#), mars 2024, p. 14, note de bas de page 9.
58. Bastian Herre, « [The 'Varieties of Democracy' data: how do researchers measure democracy?](#) », *Our World in Data*, avril 2024.
59. Voir Philip Onguny, « [Review of Varieties of Democracy: Measuring Two Centuries of Political Change](#) », *Canadian Journal of Political Science*, vol. 53, n° 3, 11 août 2020, p. 723 [ABONNEMENT REQUIS].
60. Yun-han Chu *et al.*, « [A Lost Decade for Third-Wave Democracies?](#) » *Journal of Democracy*, vol. 31, n° 2, avril 2020 [ABONNEMENT REQUIS].
61. Andrew T. Little et Anne Meng, « [Measuring Democratic Backsliding](#) », *PS: Political Science & Politics*, vol. 57, n° 2, 11 janvier 2024.
62. Carl Henrik Knutsen *et al.*, [Conceptual and Measurement Issues in Assessing Democratic Backsliding](#), document de travail V-Dem n° 140, Institut V-Dem, mai 2023, p. 13 à 21.
63. Steven Levitsky et Lucan Way, « [The Resilience of Democracy's Third Wave](#) », *PS: Political Science & Politics*, vol. 57, n° 2, 11 janvier 2024 [TRADUCTION].
64. *Ibid.*
65. Carl Henrik Knutsen *et al.*, [Conceptual and Measurement Issues in Assessing Democratic Backsliding](#), document de travail V-Dem n° 140, Institut V-Dem, mai 2023, p. 1 et 35 [TRADUCTION].
66. Institut V-Dem, [Democracy Report 2024: Democracy Winning and Losing at the Ballot](#), mars 2024, p. 62. Le Danemark s'est classé premier dans les indices de démocratie libérale, de démocratie électorale et de démocratie égalitaire.